

As Lyle states in his column, the CHA is continually intervening in matters related to historical research in Canada. The following letter was sent to Prime Minister Harper to oppose cuts made to Library and Archives Canada and to Parks Canada.

The Right Honourable Stephen Harper
Prime Minister of Canada
House of Commons
Leader of the Government
111 Wellington Street
Ottawa, Ontario K1A 0A6

October 3, 2012

Dear Prime Minister Harper:

On behalf of the Canadian Historical Association, Canada's leading organization of professional historians, I write to express our continuing deep concern over the impacts of the recent federal budgetary reductions on Canada's culture and heritage and in particular, on Library and Archives Canada. In May 2012 our Executive and Advocacy Committee Chair John Lutz wrote to Minister James Moore to express these concerns but his response dated August 9 does not address any of the issues that were raised in the letter and is less than satisfactory. Therefore, we respectfully ask you as prime minister to take note of these important concerns and direct your ministers to take steps to redress them.

In numerous communications your government has expressed strong support for recognizing aspects of Canadian history and heritage. Programs commemorating the War of 1812-14, the Battle of Vimy Ridge, and the First World War are examples of our military history which your government has supported in recent years. Further, your government has promoted and invested in the search for the missing ships of Sir John Franklin. We agree that recognizing Canada's rich history is a worthy and important undertaking.

Yet, as was persuasively argued by Professor Ian MacLaren of the University of Alberta in a recent letter to you, your ministers' cuts to Library and Archives Canada and Parks Canada undermine these priorities of your government. In particular, they have obliged staff cuts that compromise the capacity of LAC to protect and make accessible important archival collections documenting Canada's past. Already they are impeding the efforts of researchers seeking answers to our military or exploration history in LAC's collections. I hope you agree that these cuts are especially unfortunate for historians and other experts wishing to do research in LAC's archives in anticipation of Canada's 150th anniversary in 2017. Over time, these cuts will diminish Canadians' capacity to understand ourselves and our shared national identity.

As well, Parks Canada has indicated that its cuts will result in the destaffing of 31 national historic sites administered by the Agency beginning next year. That represents nearly 20 per cent of the national historic sites protected and presented by Parks Canada and constitutes a major loss to our national heritage programs in all regions of the country. Each of these sites is an important component of Canada's heritage. Since unstaffed sites are endangered sites, destaffing them will needlessly place these sites at risk. Eliminating the interpretive staff also means that the important stories of these outstanding heritage places will go untold.

I look forward to your response to this letter of deep concern regarding our national heritage.

Sincerely,
Lyle Dick
President
Canadian Historical Association

Comme l'indique Lyle dans sa chronique, la SHC intervient constamment sur les questions relatives à la recherche historique au Canada. La lettre suivante a été envoyée au premier ministre Harper en opposition aux réductions apportées à Bibliothèque et Archives Canada et Parcs Canada.

Le très honorable Stephen Harper
Premier Ministre
Chambre des communes
Chef du gouvernement
111 rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Canada

3 octobre 2012

Cher Premier ministre Harper:

Au nom de la Société historique du Canada, la plus importante organisation représentant les historiens professionnels au pays, je vous écris pour exprimer notre vive inquiétude au sujet de l'impact des récentes réductions budgétaires du gouvernement fédéral à la culture et au patrimoine canadiens et plus particulièrement à Bibliothèque et Archives Canada. En mai 2012, notre exécutif et le responsable du comité des interventions publiques, John Lutz, ont écrit au ministre James Moore pour exprimer ces préoccupations mais la réponse du ministre en date du 9 août n'adresse aucune des questions soulevées dans la lettre et est donc insatisfaisante. Par conséquent, nous demandons respectueusement au Premier ministre de prendre note de ces préoccupations importantes et d'exhorter vos ministres à prendre des mesures pour y remédier.

Votre gouvernement a exprimé, dans plusieurs de ses communications, son désir de souligner certains aspects de l'histoire et du patrimoine canadiens. Les programmes commémorant la guerre de 1812-14, la bataille de la crête de Vimy et la Première Guerre mondiale sont des exemples de notre histoire militaire qui ont récemment fait l'objet de l'appui du gouvernement. De plus, votre gouvernement a encouragé et investi dans la recherche des navires disparus de Sir John Franklin. Nous sommes d'accord que d'attirer l'attention sur la riche histoire du Canada est un engagement louable et important.

Toutefois, les coupures de votre ministre à Bibliothèque et Archives Canada et Parcs Canada minent les priorités de votre gouvernement, tout comme l'a soutenu de façon convaincante le professeur Ian MacLaren de l'Université de l'Alberta dans une lettre récente qui vous était adressée. Plus spécifiquement, ces réductions ont occasionné des réductions au personnel de BAC qui compromettent la capacité de celle-ci de protéger et de rendre accessibles les importantes collections d'archives documentant l'histoire du Canada. En fait, elles entravent déjà les efforts de chercheurs en quête de réponses à l'histoire militaire et d'exploration canadienne dans les collections de BAC. J'espère que vous conviendrez que ces réductions sont d'autant plus regrettables pour les historiens et autres experts qui souhaitent faire des recherches dans les archives de BAC en prévision du 150^e anniversaire du Canada en 2017. Peu à peu, ces réductions diminueront la capacité des Canadiens de se comprendre et de partager notre identité nationale commune.

De plus, Parcs Canada a indiqué que ses coupures se traduiront par une réduction du personnel dans 31 lieux historiques nationaux administrés par l'Agence à partir du début de l'année prochaine. Cela représente près de 20 pour cent des lieux historiques nationaux protégés et exhibés par Parcs Canada et constitue une perte importante pour nos programmes du patrimoine national dans toutes les régions du pays. Chacun de ces sites est un élément important du patrimoine du Canada. Puisque les sites sans personnel sont des sites en péril, une réduction du personnel placera l'existence de ces sites en danger. L'élimination du personnel d'interprétation signifie aussi que les histoires importantes de ces lieux patrimoniaux exceptionnels seront passées sous silence.

J'attends avec impatience votre correspondance prochaine en réponse à nos grandes préoccupations au sujet de notre patrimoine national.

Cordialement,
Lye Dick
Président
Société historique du Canada